

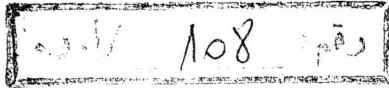
الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

ET DES COLLECTIVITES LOCALES



23 فيفري 2011

CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE

MADAME ET MESSIEURS :

- LES WALIS
- LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ONTA
- LES DIRECTEURS DES SERVICES AGRICOLES DES WILAYAS
- LES CONSERVATEURS DES FORETS DES WILAYAS
- LE PRESIDENT DE LA SGP/SGDA
- LE PDG DE L'ENTREPRISE ALGERIENNE DE GENIE RURAL

OBJET : Création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage

La création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage et l'élargissement de la base productive agricole à chaque fois que les conditions sont réunies, constituent l'un des objectifs fondamentaux de la politique de renouveau agricole et rural.

Dans cette perspective, la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage sur les terres non exploitées, relevant tant de la propriété privée que du domaine privé de l'Etat, est une importante opération à enclencher dans les meilleurs délais.

I. CONCERNANT LES TERRES DE PROPRIETE PRIVEE NON EXPLOITEES :

Les propriétaires de terres privées non exploitées sont encouragés et accompagnés pour la valorisation de leur patrimoine en vue de la création d'exploitations agricoles et d'élevage.

Pour ce faire, tout propriétaire de terre agricole attestant de sa propriété et disposant d'un projet de développement et de valorisation de son patrimoine, est appelé à se faire connaître pour la validation de son projet et l'inscription de son exploitation auprès des services de l'ONTA de la wilaya. Muni de l'attestation de validation du projet et confirmé dans un cahier des charges cosigné par lui-même et le directeur de wilaya de l'ONTA et de son titre de propriété, le propriétaire concerné peut s'adresser à la BADR pour bénéficier d'un crédit bonifié à concurrence de 1 million de dinars par hectare ; le titre de propriété servant d'hypothèque.

Il peut également, dans le cas où son exploitation ne dépasse pas 10 hectares, bénéficier d'études approfondies à titre gratuit, élaborées par le BNEDER et peut solliciter si nécessaire, un accompagnement personnalisé assuré par les cadres de l'EAGR, pendant la phase de valorisation des terres.

II. CONCERNANT LES NOUVELLES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET D'ELEVAGE A CREER SUR LES TERRES DU DOMAINE PRIVE DE L'ETAT:

1. Les wilayas procéderont d'abord à l'identification des périmètres susceptibles d'accueillir des exploitations agricoles ; ils lanceront ensuite à travers les communes des appels à manifestations d'intérêts pour des candidats potentiels. Les avis d'appels à manifestations d'intérêts sont soumis par tous les moyens à une large diffusion y compris sur le site web du Ministère de l'agriculture et du développement rural.
2. Les candidats intéressés doivent disposer d'un projet de développement et de valorisation des terres qui leur seront concédées ;
3. Les wilayas organiseront l'évaluation des réponses à manifestations d'intérêts et les classeront dans les conditions citées ci-dessous.

En fonction de la nature des terres et leurs potentialités d'une part, et des capacités techniques et financières des candidats d'autre part, 3 situations sont envisageables :

1. **La 1^{re} concerne la parcellisation des périmètres identifiés en des lots ne dépassant pas 10 hectares**, modulés en fonction des zones et des potentialités des périmètres ; l'objectif étant de réunir les conditions pour la mise en place d'exploitations agricoles économiquement viables.

Dans ce cas, l'évaluation de l'appel à manifestation d'intérêt est opérée par une commission présidée par le chef de Daïra et regroupant outre des représentants des communes concernées, les responsables de l'agriculture, de la conservation des forêts, de l'environnement, des ressources en eau et des domaines.

Le classement des postulants se fera en tenant compte d'abord de la nature du projet présenté et de sa viabilité et ensuite de la priorité accordée aux titulaires de diplômes et ou justifiant d'une formation en relation avec l'agriculture, l'élevage et le développement rural ainsi qu'aux enfants d'agriculteurs et d'éleveurs ayant exercés dans le domaine et issus de la localité de situation du périmètre.

2. **La 2^{eme} concerne les périmètres dont la superficie dépasse 10 has et inférieur à la superficie maximale telle que fixée en application de l'article 23 du décret exécutif n°10-326 du 23 décembre 2010 et présentée en annexe de la présente circulaire**: la même démarche citée ci-dessus est suivie sinon que la commission chargée de la sélection des candidats, est dans ce cas, présidée par le Wali. La présentation du projet de développement par le postulant devra être accompagnée d'une étude et d'un plan d'investissement.

3. **La 3^{eme} concerne les périmètres dont la superficie dépasse les seuils fixés au point 2, ci-dessus** : outre leur classement après examen par la commission présidée par la wali, les dossiers en question sont soumis à l'appréciation du Ministre de l'agriculture et du développement rural.

Les parcelles ainsi identifiées donneront lieu à un droit de concession conformément à la législation en vigueur et aux procédures définies dans la présente circulaire.

III. MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA CONCESSION DES TERRES EN VUE DE LA CREATION D'EXPLOITATIONS AGRICOLES:

1. Après examen des candidatures et le cas échéant, après validation de la liste des bénéficiaires par le ministre de l'agriculture et du développement rural, la commission de sélection des candidatures délivre au candidat retenu, une attestation de présélection lui conférant le droit d'engager les procédures d'octroi de la concession des terres destinées à la création d'exploitations agricoles ; l'attestation de présélection mentionne:

- Les nom et prénom du bénéficiaire ainsi que sa filiation ;
- Ses qualifications;
- Son numéro de classement ;
- la superficie concernée et le lieu de situation ;
- la délimitation de la parcelle ;

2. En vue d'obtenir le droit de concession sur les terres, le candidat retenu, muni de l'attestation de présélection de la commission, introduit la demande de concession auprès de l'office national des terres agricoles de wilaya (ONTA) qui procède aux formalités de signature du cahier des charges avec l'intéressé et après les vérifications d'usage, adresse le dossier à l'administration des domaines pour l'établissement de l'acte de concession ; l'acte de concession est publié à la conservation foncière à la diligence de la direction des domaines.

Le contenu du cahier des charges est celui annexé au décret exécutif n°10-326 du 23 décembre 2010.

La concession est octroyée pour une durée de 40 ans renouvelable à la demande du concessionnaire.

3. Sous peine de nullité, le concessionnaire est tenu d'engager les travaux contenu dans le programme dans les six mois qui suivent l'obtention de l'acte de concession;

Toutefois, la concession sera résiliée, par l'administration des domaines, à la demande de l'office national des terres agricoles, si le concessionnaire ne réalise pas dans les délais fixés dans le cahier des charges, le programme de mise en valeur.

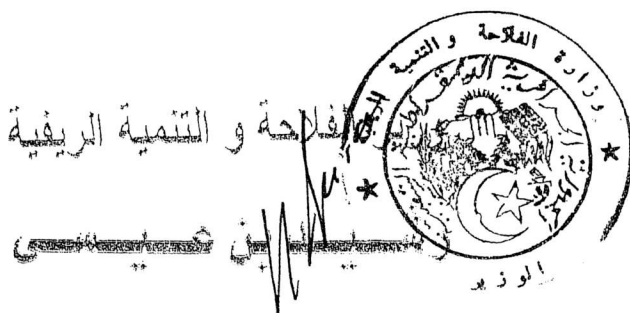
Préalablement à la mise en œuvre de la résiliation, l'office national des terres agricoles sur la base d'un procès verbal de constat de l'état d'avancement des travaux, adressera au concessionnaire une mise en demeure par voie d'huissier de justice.

IV. LES AVANTAGES LIES A LA CREATION DE NOUVELLES EXPLOITATIONS DANS LE CADRE DE LA CONCESSION

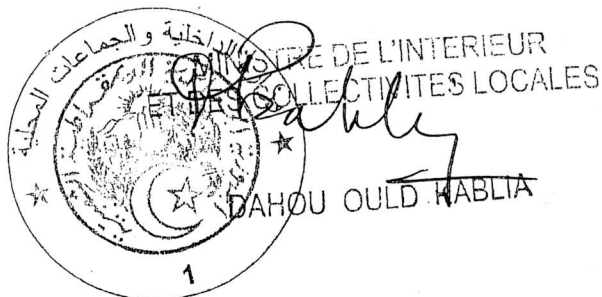
1. Le concessionnaire bénéficiaire d'une parcelle de superficie inférieure à 10 hectares peut solliciter, auprès de la BADR, un crédit bonifié ne dépassant pas un million de dinars par hectare, destiné aux actions d'investissement liées à la valorisation ainsi qu'à l'exploitation. L'acte de concession constitue auprès de la BADR une hypothèque en tant que garantie du crédit octroyé.
2. Le concessionnaire peut bénéficier de tout autre avantage institué à travers les dispositifs initiés par le Ministère de l'agriculture et du développement rural dans le cadre de la politique de renouveau agricole et rural y compris, si la nécessité est prouvée, pour la réalisation d'études de confortement des opérations de valorisation élaborées par le BNEDER à titre gratuit.
3. Le concessionnaire peut bénéficier également d'un accompagnement personnalisé des services de l'Entreprise algérienne de génie rural (EAGR).
4. Les concessionnaires bénéficiaires de parcelles de superficie supérieure à 10 hectares, sont libres de négocier les crédits auprès de la BADR dans le cadre de la législation en vigueur.
5. Le concessionnaire quelque soit la superficie concédée bénéficie de l'exonération du paiement de la redevance durant une période de 10 années.

Nous attachons une importance particulière à la mise en œuvre rapide et stricte des dispositions de la présente circulaire.

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**



**LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DES COLLECTIVITES LOCALES**



En communication à:

- Monsieur le Premier Ministre
- Monsieur le Ministre des finances ;
- Monsieur le Président directeur général de la BADR